

## RÈGLES D'ARCHITECTURES DU SALON – STAND NU

### À COMMUNIQUER IMPÉRATIVEMENT À VOS DÉCORATEURS ET INSTALLATEURS DE STAND

### 3. Règlement d'Architecture & Construction des Stands

#### Validation des plans et du Dossier Technique – OBLIGATOIRE

Dans un objectif de sécurité et de conformité aux règles d'architecture du Salon, tout projet d'aménagement de stand nu doit faire l'objet d'une validation préalable, obligatoire, par l'Organisation et par le Cabinet de Sécurité mandaté.

Cette procédure permet de garantir le respect :

- Des normes de prévention des risques d'incendie et de panique,
- Des exigences techniques liées à l'environnement du site d'exposition,
- Des règles architecturales fixées par le règlement du Salon.

**Date limite de dépôt des plans**  
**15 Avril 2026**

Les projets doivent être transmis au format numérique (PDF ou JPG), avec des plans cotés comprenant au minimum :

- Une vue en plan, avec les dimensions des cloisons/structures.
- Une vue en élévation, avec les dimensions des cloisons/structures

Le dépôt des plans doit être effectué exclusivement sur l'Espace Exposant en ligne. Aucune validation ne sera possible sans dépôt sur cet espace.

#### Obligation de principe

La décoration et l'aménagement des stands doivent respecter l'ensemble des règles et interdictions en vigueur, sans porter atteinte ni aux stands voisins, ni à l'esthétique générale du salon.

Toute décoration ou installation explicitement non validée par le Service Exposant ou non conforme aux prescriptions pourra être démontée sans préavis.

Les stands dont les projets n'auront pas été soumis pour validation avant le montage pourront être démontée sans préavis.

Le Cabinet de Sécurité effectuera une inspection avant l'ouverture du salon afin de vérifier la conformité des installations.

Les exposants devront être en mesure de présenter tous les certificats réglementaires, notamment ceux attestant de l'ignifugation des matériaux utilisés.

#### Respect du matériel mis à disposition

Il est strictement interdit de :

- Percer, visser, clouer, agraffer ou sceller les murs, bardages, piliers et sols des bâtiments ;
- Peindre, coller ou marquer toute surface du site (murs, piliers, sols, etc.) ;
- Masquer, déplacer ou cloisonner les RIA, boîtiers d'alarme, commandes de désenfumage, coffrets électriques et téléphoniques, ainsi que leur signalétique.

Tout dommage ou dégradation résultant du non-respect de ces règles sera entièrement imputé à l'exposant, lequel est également responsable des actes de ses prestataires, décorateurs et installateurs.

#### Stands en surélévation et mezzanines (cf. règlement de sécurité)

Toute structure à étage est soumise à une demande préalable auprès de l'organisateur, qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande en fonction de l'environnement du stand. Tout aménagement comprenant un étage ou une mezzanine doit faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé.

Une attestation de conformité est obligatoire et pourra être demandé lors du montage.

Organisme de contrôle recommandé : I.C.E

- Emmanuel GRANIER – +33 (0)6 40 48 17 75 – [granier.emmanuel@gmail.com](mailto:granier.emmanuel@gmail.com)
- Pierre BEILLE-DOMEQ – +33 (0)6 88 88 15 91 – [pierrebdg@gmail.com](mailto:pierrebdg@gmail.com)



La surface de l'étage ne peut excéder 50 % de la surface totale du stand, avec une limite maximale de 100 m².

- La hauteur totale de la mezzanine, toute structure comprise, est limitée à 5 mètres.
- Minimum 50 % d'ouverture sur chaque façade de la mezzanine.
- Linéaire fermé limité à 3 mètres consécutifs, avec un intervalle libre d'au moins 2,5 mètres

Dans le respect du principe de transparence imposé pour le salon, l'organisateur **recommande l'installation de garde-corps ajourés** pour le cloisonnement périphérique des mezzanines. Les parois opaques de grande hauteur sont à proscrire afin de préserver la visibilité des stands voisins.

## Plafonds, faux plafonds et vélums (cf. règlement de sécurité)

L'installation de plafonds, faux plafonds ou vélums est **strictement réglementée**.

- La surface couverte ne peut en aucun cas excéder **300 m²**.
- Tout vélum doit obligatoirement être sécurisé par un **maillage de 1 m x 1 m** en sous-face, réalisé en fil de fer ou matériau équivalent conforme aux normes de sécurité.

## Élingues et enseignes suspendues

### Élingues

Toute mise en place d'élingues doit être commandé exclusivement par sur la **Boutique de votre Espace Exposant en ligne**.

Pour chaque accrochage, le décorateur doit remplir une **attestation de bon montage** (disponible sur l'Espace Exposant en ligne), engageant sa responsabilité quant à la solidité de l'installation.

À certains endroits, selon les pavillons, les points d'élingage ne sont pas disponibles. Les exposants doivent transmettre au **Service Exposants** un plan du stand précisant sa localisation afin de vérifier la faisabilité et d'opter pour une configuration avec palonniers ou points d'élingues de sécurité supplémentaire si nécessaire.

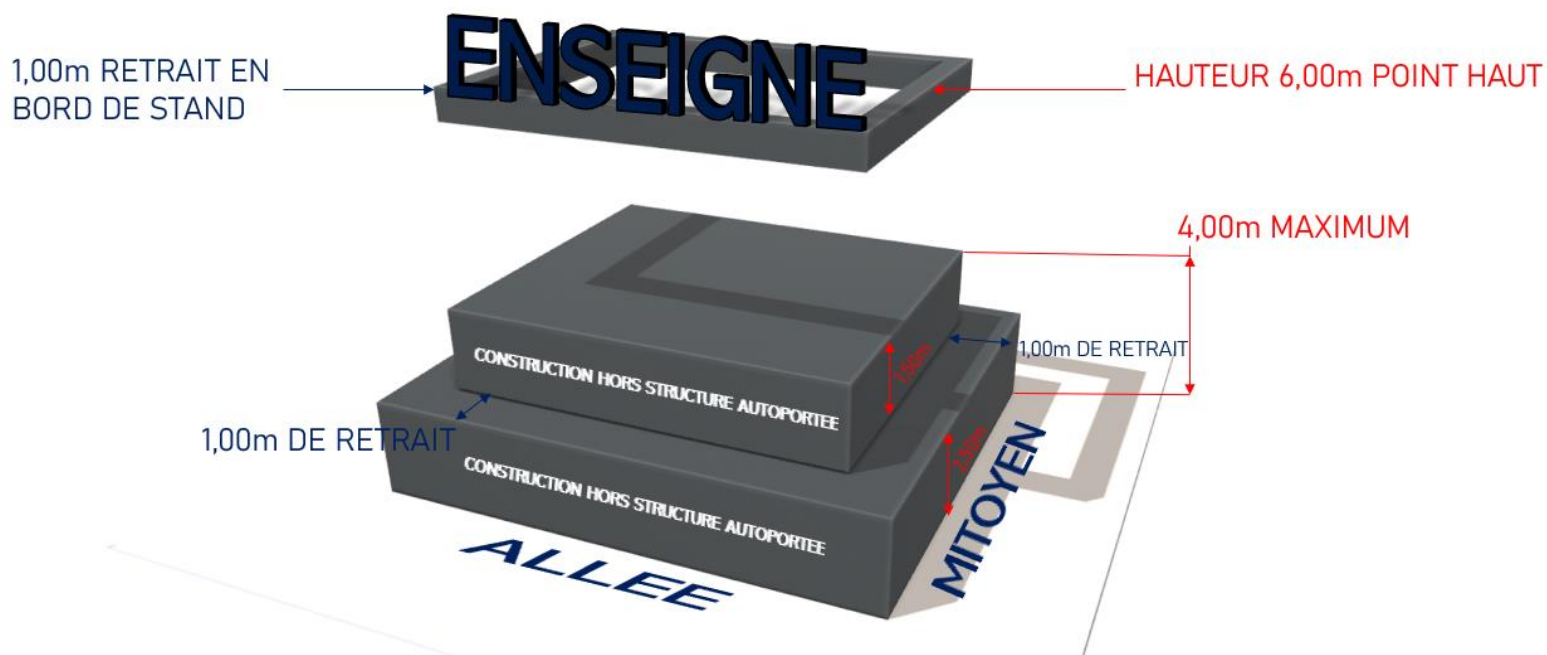
### Enseignes suspendues

Les enseignes suspendues ne doivent en aucun cas constituer une **paroi opaque**, conformément au principe de transparence du salon.

Si l'enseigne est associée à une cloison ou construction, un **vide d'1 mètre** doit être respecté entre le bas de l'enseigne et le haut de la construction.

Si l'enseigne est seule, son point le plus bas doit être situé à **2,50 mètres du sol minimum**.

Les hauteurs maximales autorisées pour les enseignes et ponts lumières dépendent de la faisabilité technique propre à chaque pavillon.



### Ballons

L'installation d'un ballon au-dessus d'un stand est soumise à une **demande préalable d'autorisation** auprès du Service Exposants.

Cette demande doit préciser :

- Le diamètre,
- La hauteur totale,
- La hauteur par rapport aux limites du stand,
- Le type d'éclairage,
- Toutes autres informations soumises à validation de sécurité.

Sans accord écrit du Service Exposants, tout ballon installé pourra être **démonté d'office**.

Le ballon doit respecter les règles générales d'architecture du salon, notamment :

- La hauteur maximale autorisée,
- Le retrait d'1 mètre par rapport à la périphérie du stand.

## Sols, Cloisons, Poteaux

### Planchers et Charge au sol

Tout plancher doit obligatoirement être doté d'un dispositif d'accès pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Les rampes d'accès ne doivent en aucun cas empiéter sur les allées de circulation.

Elles doivent impérativement respecter les normes d'inclinaison suivantes :

- Pente inférieure à 4 % ;
- 5 % sur une longueur maximale de 10 mètres ;
- 8 % sur une longueur maximale de 2 mètres ;
- 10 % sur une longueur maximale de 0,50 mètre.

Un palier de repos conforme doit être aménagé aux extrémités de chaque plan incliné.

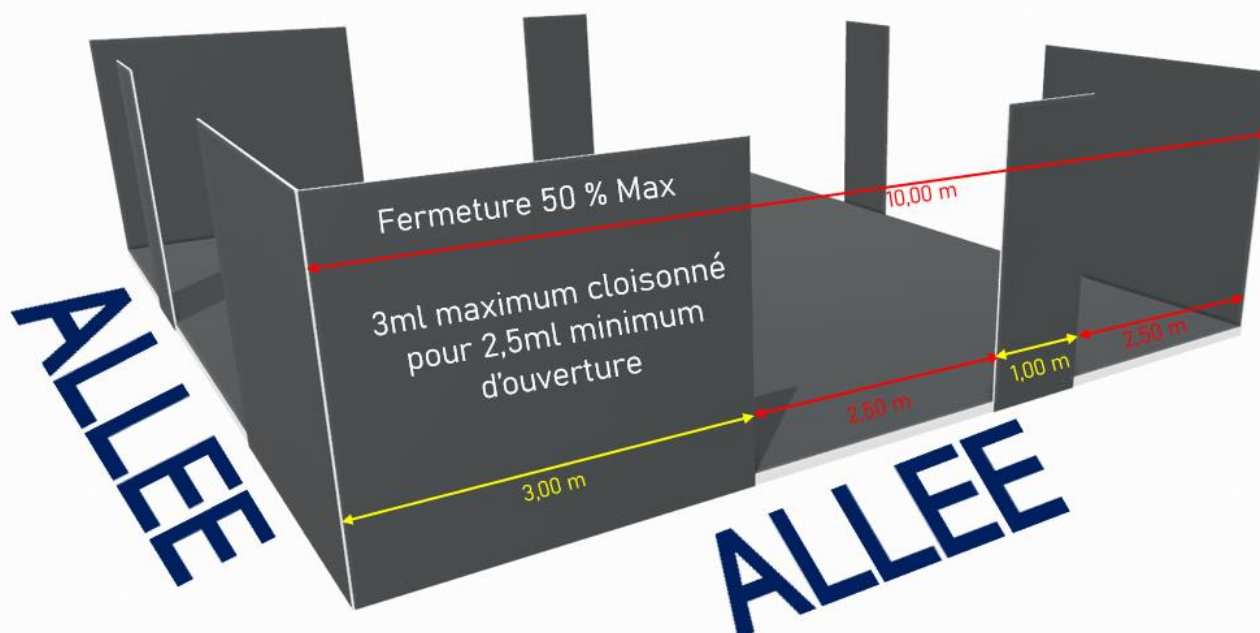
La charge au sol des pavillons est de 3T/m².

### Cloisonnement

- Chaque façade de stand doit présenter au minimum 50 % d'ouverture.
- Un linéaire fermé ne peut excéder 3 mètres consécutifs et doit être interrompu par un intervalle libre d'au moins 2,5 mètres.
- Les aménagements doivent garantir une bonne visibilité, dégager les allées et ne pas gêner les stands voisins.

### Constructions en hauteur

- Toute construction de plus de 2,50 mètres de hauteur doit respecter un retrait d'1 mètre minimum vis-à-vis des allées et des stands adjacents.
- Les structures autoportantes doivent obtenir l'approbation préalable du Service Exposants
- Les projets de stand doivent être déposés sur l'Espace Exposant en ligne pour validation.
- La hauteur maximale autorisée pour toute construction est fixée à 4 mètres.



**NB :** L'organisateur se réserve le droit de déroger à l'ensemble de ces règles afin de garantir une bonne visibilité de la signalétique générale du salon.

### Règles d'habillage des poteaux

- L'habillage des poteaux, déjà équipés d'un bardage bois, est autorisé jusqu'à une hauteur maximale de 4 mètres.
- Les poteaux équipés de RIA (Robinet d'Incendie Armé) comportent un bouton d'appel incendie qui doit rester parfaitement visible et accessible en toutes circonstances.
- Un plan 3D du hall et un plan technique de l'implantation des poteaux dans chaque pavillon est disponible sur demande auprès du **Service Exposants**.

### Utilisation de systèmes sonores et démonstrations sur stand

Les exposants organisant des démonstrations doivent aménager un espace adapté permettant d'accueillir les participants **sans gêner les stands voisins ni obstruer les allées de circulation**. Les exposants sont tenus de mettre en place toutes les mesures de sécurité nécessaires afin de **limiter l'accès du public** à ce type de matériel.

Le niveau sonore des animations est strictement limité à **75 décibels maximum**. Tout dépassement ou nuisance pourra entraîner l'arrêt immédiat de la démonstration par l'Organisateur.

L'Organisateur se réserve le droit de **suspendre ou d'interdire leur usage** en cas de non-respect des règles ci-dessus.

# Règlementation & Sécurité

## 1. Règlementation & Sécurité

### Réglementation du travail

Le montage et le démontage des stands sont considérés par l'Inspection du travail française comme de véritables chantiers temporaires, soumis aux dispositions suivantes :

- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 ;
- Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Afin de garantir la conformité aux règles de sécurité et de santé applicables aux personnes intervenant pendant ces phases, les exposants doivent obligatoirement transmettre la notice de sécurité exposant.

Aucune autorisation préalable de présence n'est requise pour les exposants ou décorateurs.

Cependant, toute personne intervenant sur le salon doit être en mesure de justifier à tout moment les motifs de sa présence dans le pavillon ou à ses abords.

### Pertes et vols

En cas de vol sans effraction, dégradation ni agression, l'exposant doit se présenter au Poste Général de Secours (PGS), situé dans le Parc des Expositions, près du Pavillon 5, dans un délai de 48 heures suivant le constat.

Une plainte y sera enregistrée et un duplicata devra être transmis à l'Organisateur.

En cas de vol aggravé (avec effraction, dégradation ou agression), l'exposant doit se rendre dans un délai de 48 heures au Commissariat de Police du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

250 rue de Vaugirard – 75015 Paris.

Tél. : 01 53 68 81 00.

### Appels généraux et consignes de sécurité

La sonorisation générale du salon est strictement réservée à la diffusion des messages de l'Organisateur et aux messages de sécurité et situations d'urgence.

Aucun message à caractère commercial, informatif ou personnel ne pourra être diffusé par le système d'appel général.

### Synthèse et Règlement de sécurité incendie (extraits)

	Autorisé	Interdit	Remarques
OSSATURE STAND CLOISON tous matériaux	M0 - M1 - M2 - M3 Les bois non résineux > 14mm résineux 18mm dérivés(lattés,...)		
REVÊTEMENTS MURAUX (épaisseur <= 1 mm)	M0 - M1 - M2		Tendus, agrafés ou collés en plein sur support M0 - M1 - M2 - M3.
RIDEAUX, TENTURES, VOILAGES	M0 - M1 - M2		Sur les portes d'entrées et sortie des stands peuvent être flottants.
PEINTURE ET VERNIS Association fond vert sur lettres blanches		XX	S'ils sont inflammables Réservée aux sorties.
REVÊTEMENTS DE SOL Moquettes Lino et dalles plastiques	M0 - M1 - M2 - M3 - M4		Solidement fixé au sol.
ELEMENTS FLOTTANTS Panneaux, guirlandes	M0 - M1		
FLEURS ET PLANTES ARTIFICIELLES	M0 - M1 - M2		
FLEURS ET PLANTES NATURELLES	X		Tourbe interdite.
PLAFONDS, VELUMS, FAUX PLAFONDS surface < 300 m2	M0 - M1		Accrochage empêchant la chute Réseau croisé de fil avec maille - maille de 1 m2 maxi
MOBILIER (CHAISES, TABLES)	M0 - M1 - M2 - M3		
CASIERS, COMPTOIR, RAYONS	M0 - M1 - M2 - M3		
PRODUITS RADIOACTIFS	Sur autorisation de l'organisateur		
LASER Joindre à la demande :	Sur autorisation de l'organisateur 1) Une note technique accompagnée du plan d'implantation. 2) Un document établi et signé par l'installateur certifiant la conformité aux dispositions de sécurité		
GAZ COMPRIMÉS Bouteille d'air, d'azote, gaz carbonique. Bouteille d'oxygène, d'hydrogène, d'acétylène.	Sur autorisation de l'organisateur		Les bouteilles vides doivent être évacuées en dehors des heures d'ouverture au public.



## 1. Généralités

Les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public sont fixées par l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales). L'arrêté du 18 novembre 1987 donne des dispositions particulières applicables dans les salles d'exposition. Le texte ci-après est constitué d'extraits de cette réglementation, afin d'en faciliter la compréhension.

La Commission de Sécurité est très stricte en ce qui concerne la réalisation des stands (stabilité, matériaux de construction, et de décoration, installation électrique, etc.). Les décisions prises par elle lors de sa visite, qui a lieu la veille ou le matin de l'ouverture de la manifestation, sont immédiatement exécutoires. Lors du passage de cette commission, l'installation des stands doit être terminée. L'exposant (ou son représentant) doit obligatoirement être présent sur le stand et être en mesure de fournir les procès-verbaux de réaction au feu de tous les matériaux utilisés. Le non-respect de cette règle peut entraîner la dépose des matériaux ou l'interdiction d'ouverture du stand au public.

Tout projet important doit être soumis à l'approbation du chargé de sécurité du salon. Les plans et les renseignements techniques doivent être transmis à cet effet à l'organisateur au moins un mois avant l'ouverture du salon.

Pendant la période de montage, le chargé de sécurité veille à l'application des mesures de sécurité rappelées ci-après. D'autre part, tous renseignements concernant la sécurité incendie peuvent être obtenus en appelant le Cabinet PCSI au 01 49 03 71 70

## 2. Aménagement des stands

### 2.1. Ossature et cloisonnement des stands - gros mobilier

Sont autorisés pour la construction de l'ossature et du cloisonnement des stands et pour la construction du gros mobilier (caisse, comptoir, présentoir, écran séparatif, etc.), tous les matériaux M0, M1, M2 ou M3 (1).

Classement conventionnel des matériaux à base de bois (arrêté du 30 juin 1983)

Sont considérés comme correspondant aux caractéristiques des matériaux de catégorie M3 :

- Le bois massif non résineux d'épaisseurs supérieures ou égales à 14 mm,
- Le bois massif résineux d'épaisseurs supérieures ou égales à 18 mm,
- Les panneaux dérivés du bois (contreplaqués, lattés, fibres, particules) d'épaisseurs supérieures ou égales à 18 mm.

**Attention :** Il est formellement interdit de disposer quelque aménagement que ce soit au-dessus des allées (structure ou bandeau signalétique, passerelle, etc.).

## 2.2. Matériaux de revêtement

### 2.2.1. Revêtements muraux

Les revêtements muraux (textiles naturels ou plastiques) doivent être en matériaux M0, M1 ou M2 (1). Ils peuvent alors être tendus ou fixés par agrafes.

Les revêtements divers (tissus, papiers, films plastiques) de très faible épaisseur (1 mm maximum) peuvent être utilisés collés plein sur des supports en matériaux M0, M1, M2 ou M3. Par contre, les papiers gaufrés et en relief doivent être collés pleins sur des matériaux M0 uniquement. Les matériaux exposés peuvent être présentés sur des stands sans exigence de réaction au feu. Toutefois, si ces matériaux sont utilisés pour la décoration des cloisons ou des faux plafonds et s'ils représentent plus de 20 % de la surface totale de ces éléments, les dispositions des paragraphes précédents leur sont applicables. Cependant, ces dispositions ne s'appliquent pas aux salons et stands spécifiques de la décoration intérieure dans lesquels sont présentés des textiles et des revêtements muraux.

### 2.2.2. Rideaux - tentures - voilages

Les rideaux, tentures et voilages peuvent être flottants s'ils sont M0, M1 ou M2 (1). Ils sont cependant interdits sur les portes d'entrée et de sortie des stands, mais autorisés sur les portes de cabines.

### 2.2.3. Peintures et vernis

Les peintures et vernis sont formellement interdits s'ils sont réputés inflammables (nitrocellulosiques ou glycérophthaliques par exemple).

### 2.2.4. Revêtement de sol, de podiums, d'estrades et de gradins

Les revêtements de sol doivent être en matériaux M4 et solidement fixés. Les revêtements horizontaux ou non des podiums, estrades ou gradins d'une hauteur supérieure à 0,30 mètre et d'une superficie totale supérieure à 20 m<sup>2</sup>, doivent être réalisés en matériaux M3. Si leur surface totale est inférieure ou égale à 20 m<sup>2</sup>, ces revêtements peuvent être réalisés en matériaux M4.

**Attention :** Pour les moquettes classées M3 ou M4 posées sur bois, tenir compte du mode de pose. Les procès-verbaux de réaction au feu doivent indiquer : «valable en pose tendue sur tout support M3».

## 2.3. Éléments de décoration

### 2.3.1. Éléments flottants

Les éléments de décoration ou d'habillage flottants (panneaux publicitaires de surface supérieure à 0,50 m<sup>2</sup>, guirlandes, objets légers de décoration, etc.) doivent être réalisés en matériaux M0 ou M1.

L'emploi d'enseignes ou panneaux publicitaires en lettres blanches sur fond vert est absolument interdit, ces couleurs étant exclusivement réservées à l'indication des sorties et sorties de secours.

### 2.3.2. Décorations florales

Les décorations florales en matériaux de synthèse doivent être limitées. Dans le cas contraire, ces décorations doivent être réalisées en matériaux M2. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux salons et stands spécifiques des activités florales.

**Nota :** Pour les plantes naturelles, utiliser de préférence le terreau à la tourbe qui doit être maintenue humide en permanence.

### 2.3.3. Mobilier

Aucune exigence n'est demandée pour le mobilier courant (chaises, tables, bureaux, etc.). En revanche les casiers, comptoirs, rayonnages, doivent être réalisés en matériaux M2(1).

## 2.4. Vélums – plafonds – faux plafonds

Les stands possédant un plafond ou un vélum plein doivent avoir une surface couverte inférieure à 300 m<sup>2</sup>. Si la surface couverte est supérieure à 50 m<sup>2</sup>, des moyens d'extinction appropriés, servis en permanence par au moins un agent de sécurité doivent être prévus pendant la présence du public. La surface de plafond et faux plafond pleins y compris les niveaux en surélévation doit être au plus, égale à 10 % de la surface du niveau concerné ou de la salle.

### 2.4.1. Vélums

Les vélums sont autorisés dans les conditions suivantes :

- Dans les établissements défendus par un réseau d'extinction automatique à eau, les vélums doivent être en matériaux M0, M1 ou M2 (1).

Ils doivent en outre être pourvus d'un système d'accrochage efficace pour empêcher leur chute éventuelle et être supportés par un réseau croisé de fils de fer de manière à former des mailles de 1m<sup>2</sup> maximum. Dans tous les cas, la suspente et la fixation des plafonds et faux plafonds doivent être en matériaux de catégorie M0. Lorsque des matériaux d'isolation sont placés dans le plénum des plafonds et faux plafonds, ils doivent être en matériaux M1.

**Nota :** La surface totale de l'ensemble des vélums des stands ne devant pas dépasser 10% de la surface totale d'exposition, le chargé de sécurité peut être amené à interdire la présence de vélum sur certains stands si la somme des surfaces dépasse 10%.

### 2.4.2. Plafonds et faux plafonds

Les plafonds et faux plafonds doivent être en matériaux M0 ou M1. Toutefois il est admis que 25 % de la surface totale de ces plafonds et faux plafonds soient M2. Sont compris dans ce pourcentage les luminaires et leurs accessoires. D'autre part, si les éléments constitutifs des plafonds et faux plafonds sont ajourés ou à résille, ils peuvent être M2 lorsque la surface des pleins est inférieure à 50 % de la surface totale de ces plafonds et faux plafonds.

## 2.5. Ignifugation

La garantie de classement de réaction au feu des matériaux employés dans les halls d'exposition doit être fourni sur demande du Chargé de Sécurité, sous forme de labels de qualité, procès-verbaux ou certificats. Des revêtements et matériaux satisfaisant aux exigences de la sécurité sont en vente chez les commerçants spécialisés qui doivent fournir les certificats correspondant au classement du matériau. Pour obtenir la liste de ces commerçants, s'adresser au :

### GROUPEMENT NON-FEU

37-39 rue de Neuilly, BP 249, 92113 CLICHY

tél. : +33 (0)1 47 56 30 81.

L'ignifugation peut conférer la qualité M2 à des matériaux qui, à l'état normal sont moyennement ou facilement inflammables. Elle peut se faire par :

- pulvérisation d'un liquide spécial
- par application au pinceau d'une peinture ou d'un vernis spécial
- par trempage dans un bain spécial.

Les travaux d'ignifugation peuvent être exécutés soit par les décorateurs qui doivent être en mesure de fournir tous renseignements concernant le traitement du matériau, soit par un applicateur agréé qui délivre à l'exposant un certificat d'un modèle homologué sur lequel sont portés : la nature, la surface et la couleur du revêtement traité, le produit utilisé, la date de l'opération, le cachet et la signature de l'opérateur. Les coordonnées des applicateurs agréés peuvent être obtenues auprès du :

### GROUPEMENT TECHNIQUE FRANÇAIS DE L'IGNIFUGATION,

10 rue du Débarcadère, 75017 Paris

tél. : +33 (0)1 40 55 13 13.

**Nota :** L'ignifugation ne peut être pratiquée que sur des panneaux en bois ou sur des tissus naturels ou comportant une forte proportion de fibres naturelles. Elle est impossible sur les tissus synthétiques et plastiques.

**Très important :** les procès-verbaux d'origine étrangère ne peuvent être pris en considération. Seuls les procès-verbaux émanant de laboratoires agréés français sont acceptés.

## 3. Électricité

### 3.1. Installations électriques

L'installation électrique de chaque stand doit être protégée à son origine contre les surintensités et contre les défauts à la terre. Toutes les masses métalliques doivent être interconnectées et reliées à la prise de terre du tableau électrique du stand.

Les connections électriques doivent être disposées à l'intérieur de boîtes de dérivation et les dispositifs de coupure électrique doivent être accessibles en permanence.

### 3.2. Matériels électriques

#### 3.2.1. Canalisations électriques

Il ne doit être fait usage que de canalisations ne propageant pas la flamme. Ces canalisations sont constituées :

- Soit de câbles de catégorie C2
- Soit par des conducteurs isolés posés dans des conduits non- propageurs de la flamme ou de profilés non-propageurs de la flamme.



Toutes les canalisations doivent comporter un conducteur de protection relié au réseau général de protection par l'intermédiaire de la borne de terre du tableau électrique du stand.

### 3.2.2. Appareils électriques

Les appareils électriques de classe 0 (2) doivent être protégés par des dispositifs à courant différentiels nominal au plus égal à 30 mA. Les appareils électriques de classe I (2) doivent être reliés au conducteur de protection de la canalisation les alimentant.

Parmi les appareils électriques de classe II portant le signe sont conseillés.

### 3.2.3. Prises multiples et adaptateurs

Les prises multiples et les adaptateurs sont interdits. Seuls les boîtiers de connexions sont autorisés.

### 3.2.4. Lampes à halogène (norme EN 60598)

Les luminaires des stands comportant des lampes à halogène doivent :

- Être placés à une hauteur de 2,25 mètre au minimum,
- Êtres éloignés de tout matériaux inflammables (au moins à 0,50 mètre des bois et autres matériaux de décoration),
- Être fixés solidement,
- Êtres équipés d'écran de sécurité (verre ou grillage à mailles fines) assurant la protection contre les effets dus à l'explosion éventuelle de la lampe.

Disposer d'un dispositif « d'arrêt d'urgence » électrique accessible et signalé.

### 3.2.5. Enseignes lumineuses à haute tension

Les enseignes lumineuses à haute tension situées à portée du public ou du personnel travaillant sur le stand doivent être protégées, et en particulier les électrodes, par un écran en matériau M3 au moins. La commande de coupure doit être signalée et les transformateurs placés en un endroit ne pouvant procurer aucun danger pour les personnes. Signaler éventuellement leur présence par une pancarte « Danger, haute tension ».

### 3.3. Puissance électrique installée

Dans les stands où la puissance électrique mise en œuvre est supérieure à 100 KVA, un plan et une note explicative concernant l'isolement des armoires électriques ou du local technique devront être adressés au service exposant pour approbation.

## 4. Stands fermés – Salles aménagées dans les halls

### 4.1. Stands fermés

Il arrive parfois que les exposants préfèrent s'isoler dans des stands fermés. Ces stands doivent avoir des issues directes sur les circulations. Leur nombre et leur largeur sont fonction de la superficie du stand à savoir :

- Moins de 20 m<sup>2</sup> : une issue de 0,90m
- De 20 à 50 m<sup>2</sup> : 2 issues : l'une de 0,90 m l'autre de 0,60 m
- De 50 à 100 m<sup>2</sup> : soit 2 issues de 0,90 m, soit 2 issues l'une de 1,40 m, l'autre de 0,60 m
- De 100 à 200 m<sup>2</sup> : soit 2 issues l'une de 1,40 m l'autre de 0,90 m, soit 3 issues de 0,90 m
- De 200 à 300 m<sup>2</sup> : 2 issues de 1,40 m
- De 300 à 400 m<sup>2</sup> : 2 issues, l'une de 1,80 m l'autre de 1,40 m.

Les issues doivent être judicieusement réparties et si possible opposées. Ne peuvent compter dans le nombre de sorties et d'unités de passage que les portes ou batteries de portes dont les montants extérieurs les plus rapprochés sont distants de 5 mètres au moins. Chaque issue doit être signalée par la mention « Sortie » en lettres blanches nettement visibles sur fond vert. Si le stand est fermé par des portes, celles-ci doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, sans système de condamnation et sans débattre sur l'allée de circulation du public.

### 4.2. Salles aménagées dans les halls

Indépendamment des surfaces réservées à l'exposition, il peut être aménagé des salles de réunion, de restaurant, de cinéma, de présentation avec estrade ou gradins, etc.

Les tribunes et les gradins comportant des places debout doivent avoir une résistance au sol de 600 kilos par m<sup>2</sup>. Les tribunes et gradins avec sièges doivent avoir une résistance au sol de 400 kilos au m<sup>2</sup>. Les marches de desserte des places de gradins peuvent avoir une hauteur de 0,10 mètre au minimum et de 0,20 mètre au maximum avec un giron de 0,20 mètre au moins. Dans ce cas, les volées de marche sont limitées à 10 et l'alignement du nez des marches ne doit pas dépasser 45°.

Chaque cas étant particulier, un plan détaillé doit être soumis au Chargé de Sécurité qui définira les mesures à appliquer.

## 5. Gaz liquéfié

### 5.1. Généralités

Les bouteilles de gaz, butane ou propane, sont autorisées à raison d'une bouteille de 13 kilos au plus pour 10 m<sup>2</sup> de stand, avec un maximum de six par stand. Les précautions suivantes sont à prendre :

- Il doit exister un vide de 5 mètres entre deux bouteilles, à moins qu'elles ne soient séparées par un écran rigide et incombustible d'un centimètre d'épaisseur.
- Aucune bouteille, vide ou pleine, ne doit séjourner à l'intérieur du hall d'exposition si elle n'est pas raccordée à une canalisation de service.
- Les bouteilles peuvent être reliées à l'appareil d'utilisation par un tuyau souple conforme aux normes. Ces tuyaux doivent :
  - Être renouvelés à la date limite d'utilisation,
  - Être adaptés au diamètre des embouts de raccordement et munis de colliers de serrage.
  - Ne pas excéder une longueur de 2 mètres,
  - Être visitable sur toute leur longueur et pouvoir se débattre librement sans être bridés,
  - Ne pas pouvoir être atteints par les flammes des brûleurs ou par des produits de combustion.

### 5.2. Alimentation des appareils

Si exceptionnellement une bouteille doit alimenter plusieurs appareils, la canalisation doit être en métal (cuivre ou acier).

L'usage de brasure tendre pour les raccordements est interdit.

Les bouteilles doivent toujours être placées debout et le robinet d'arrêt doit rester accessible en toutes circonstances. Tout espace clos servant à leur logement doit être muni, en partie haute et basse, d'orifices d'aération disposés de manière à ne pas être obstrués par une paroi, un meuble ou un appareil voisins.

### 5.3. Installation des appareils de cuisson

Pour les offices et les cuisines totalisant une puissance des appareils de cuisson et de réchauffage inférieure à 20KW les règles suivantes sont à respecter :

- Le sol (ou la table) supportant les appareils de cuisson doit être constitué de matériaux incombustibles ou revêtu de matériaux M0.
- Les appareils de cuisson doivent être maintenus à une distance convenable de toute matière combustible et être installés de manière à prévenir tout danger d'incendie.
- Si ces appareils sont situés près d'une cloison, un revêtement M0 doit être prévu sur une hauteur d'un mètre au droit de l'appareil.
- Des hottes doivent être installées au-dessus des appareils dégageant des émanations ou des buées.
- Les compteurs électriques doivent être distants d'un mètre au moins des points d'eau.
- Chaque aménagement doit :
  - Être doté de consignes de sécurité (conduite à tenir en cas de feu, modalités d'appel des sapeurs-pompiers...)
  - Être équipé d'un ou plusieurs extincteurs

## 6. Matériels en fonctionnement Moteur thermiques ou à combustion

Chaque machine présentée en fonctionnement dans l'enceinte d'un salon doit faire l'objet d'une déclaration préalable suivant le modèle donné en annexe, adressée à l'organisateur du salon au moins un mois avant l'ouverture de la manifestation.

Seules les installations ayant fait l'objet d'une déclaration pourront être autorisées.

Tous les matériels doivent être correctement stabilisés pour éviter tout risque de renversement. Toutes les mesures de protection doivent être intégralement réalisées lors du passage de la commission de sécurité. Une personne responsable doit être présente sur le stand lors de ce passage.

Aucune machine ne pourra être mise en marche ou présentée en ordre de marche en dehors de la présence sur le stand d'une personne qualifiée. Toutes les présentations et les démonstrations sont réalisées sous l'entière responsabilité de l'exposant.

La fourniture de l'énergie électrique sera intégralement suspendue, aux frais de l'exposant concerné, sur tout stand sur lequel les machines en fonctionnement présenteraient des dangers pour le public et pour lesquels aucune mesure n'aura été prise pour les éliminer.

### 6.1. Matériels présentés en fonctionnement à poste fixe

Les matériels présentés en fonctionnement à poste fixe doivent soit comporter des écrans ou carter fixes et bien adaptés, mettant hors d'atteinte du public toute partie dangereuse, soit être disposés de façon que les parties dangereuses soient tenues hors de portée du public et, à tout le moins, à une distance d'un mètre des allées de circulation.

### 6.2. Matériels présentés en évolution

Lorsque des matériels sont présentés en évolution, une aire protégée doit être réservée de façon que le public ne puisse s'en approcher à moins d'un mètre, cette distance pouvant être augmentée compte tenu des caractéristiques des matériels présentés. Ces dispositions sont valables pour tous les stands, y compris ceux qui sont à l'air libre.

### 6.3. Matériels à vérins hydrauliques

Si des matériels à vérins hydrauliques sont exposés en position statique haute, les sécurités hydrauliques doivent être complétées par un dispositif mécanique s'opposant à tout repliement intempestif.

#### 6.4. Moteurs Thermiques ou à combustion

L'utilisation de moteurs thermiques ou à combustion doit faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation. Cette demande rédigée sur papier libre (à joindre obligatoirement à la fiche de déclaration de machine ou matériel en fonctionnement figurant en annexe), doit préciser la nature et la quantité journalière de combustible utilisé, et être accompagné d'une notice technique de l'appareil et d'un plan d'implantation de l'appareil sur le stand. Aucun appareil de ce type ne pourra être mis en service si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

Attention : dans tous les cas, les gaz de combustion doivent être évacués à l'extérieur des halls.

#### 7. Liquides inflammables

##### 7.1. Généralités

L'emploi de liquides inflammables par stand est limité aux quantités suivantes :

- 10 litres de liquides inflammables de 2ème catégorie pour 10 m<sup>2</sup> de stand, avec un maximum de 80 litres,
- 5 litres de liquides inflammables de 1ère catégorie. L'emploi de liquides particulièrement inflammables (sulfure de carbone, oxyde d'éthyle, etc.) est interdit. Les précautions suivantes sont à prévoir :
- Placer sous les bidons ou le réservoir, un réceptacle pouvant contenir la totalité du combustible,
- Recharger l'appareil en dehors de la présence du public,
- Disposer à proximité des extincteurs appropriés au risque.

##### 7.2. Exposition de véhicules automobiles à l'intérieur des halls

Les réservoirs des moteurs présentés à l'arrêt doivent être vidés ou munis de bouchons à clé. Les cosse de batteries d'accumulateur doivent être protégées de façon à être inaccessibles.

##### 7.3. Présentation de produits inflammables

Tous les récipients de liquides inflammables présentés sur des stands (boîtes de peinture, de vernis, flacons, bombes aérosols, etc.) doivent être vides à l'exception de quelques échantillons en quantité limitée pour des démonstrations.

##### 7.4. Gaz comprimés

Les bouteilles d'air, d'azote et de gaz carbonique sont autorisés sans restriction. L'emploi de l'acétylène, de l'oxygène, de l'hydrogène ou d'un gaz présentant les mêmes risques doit faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation. Cette demande, rédigée sur papier libre, doit préciser la nature du gaz et la capacité de chaque bouteille et être accompagnée d'une notice technique de l'appareil et d'un plan d'implantation de l'appareil sur le stand. Aucun gaz de ce type ne pourra être utilisé si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

Attention : Aucun stockage de bouteilles vides ou pleines n'est toléré à l'intérieur des halls.

##### 7.5. Dispositifs et artifices pyrotechniques

Les effets pyrotechniques générateurs de détonations sonores, d'étincelles et de flammes sont formellement interdits.

L'utilisation de générateurs de fumées pour créer des effets de brouillard ou lumineux doit faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation. Cette demande, rédigée sur papier libre, doit préciser la nature et la quantité journalière du gaz utilisé et être accompagné d'une notice technique de l'appareil et d'un plan d'implantation de

l'appareil sur le stand. Aucun appareil de ce type ne pourra être mis en service si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

#### 8. Substances radioactives – rayons X

##### 8.1. Substances radioactives

L'autorisation de présenter des substances radioactives sur les stands d'exposition ne peut être accordée que pour des démonstrations d'appareils et lorsque les activités de ces substances sont inférieures à :

- 37 Kilobecquerels (1 microcurie) pour celles qui sont constituées ou contenant des radioéléments du groupe I (1)
- 370 Kilobecquerels (10 microcurie) pour celles qui sont constituées ou contenant des radioéléments du groupe II (1)
- 3 700 Kilobecquerels (100 microcurie) pour celles qui sont constituées ou contenant des radioéléments du groupe III (1)

Des dérogations peuvent être accordées pour l'emploi de substances d'activité supérieures sous réserve que les mesures suivantes soient prises :

- Les substances radioactives doivent être efficacement protégées,
- Leur présence doit être signalée au moyen de schémas de base des rayonnements ionisants définis par la norme NF M 60-101, ainsi que leur nature et leurs activités,
- Leur enlèvement par le public doit être rendu matériellement impossible soit par fixation sur un appareil d'utilisation nécessitant un démontage au moyen d'un outil, soit par éloignement,
- Elles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente par un ou plusieurs exposants nommément désignés,
- Lorsque cette surveillance cesse, même en l'absence de public, les substances radioactives doivent être stockées dans un conteneur à l'épreuve du feu, portant de façon très apparente le signe conventionnel des rayonnements ionisants,
- Le débit d'équivalent de dose, en tout point de stand, doit rester inférieur à 7,5 microsievert par heure (0,75 millirad équivalent man par heure).

L'utilisation de substances radioactives doit faire l'objet d'une demande d'autorisation (ou de dérogation) adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation.

Cette demande, rédigée sur papier libre, doit préciser la nature et l'activité des substances et leur groupe d'appartenance, les noms et qualités des personnes chargées de leur surveillance, et être accompagnée d'une notice technique de l'appareil, d'un plan d'implantation de l'appareil sur le stand et d'un document établi et signé par l'installateur certifiant la conformité aux présentes dispositions. Aucun appareil de ce type ne pourra être mis en service si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

Attention : Les stands sur lesquels des substances radioactives sont présentées doivent être construits et décorés avec des matériaux M1.

## 8.2. Rayons X

L'autorisation de présenter sur des stands d'exposition des appareils émetteurs de rayons X ne peut être accordée que s'ils respectent, ainsi que les accessoires, les règles fixées par la norme NF 74-100. En particulier, les dispositions suivantes doivent être prises :

- Éloignement des objets superflus au voisinage du générateur de rayons et de l'échantillon à examiner,
- Matérialisation et signalisation de la zone non accessible au public,
- Le débit d'exposition de rayonnement de fuite ne doit pas dépasser 0,258 microcoulomb par kilo et par heure (1milli-rontgen par heure) à une distance de 0,10 m du foyer radiogène.

L'utilisation d'appareil d'exposition émetteurs de rayons X doit faire l'objet d'une demande d'autorisation (ou de dérogation) adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation. Cette demande, rédigée sur papier libre, doit être accompagnée d'une notice technique de l'appareil, d'un plan d'implantation de l'appareil sur le stand et d'un document établi et signé par l'installateur certifiant la conformité aux présentes dispositions. Aucun appareil de ce type ne pourra être mis en service si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

## 9. Lasers

L'emploi de lasers dans les salles d'exposition est autorisé sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- Le public ne doit en aucun cas être soumis au faisceau direct ou réfléchi du laser,
- L'appareil et ses équipements annexes doivent être solidement fixés à des éléments stables,
- L'environnement de l'appareil et de l'espace balayé par le faisceau ne doit pas comporter d'éléments réfléchissants aux longueurs d'ondes considérées,
- Le boîtier contenant le laser et son dispositif de déviation optique éventuel doit être de la classe I ou II (conformément à la norme NF C 20-030),
- Les exposant doivent s'assurer lors des essais effectués en dehors de la présence du public, de l'absence de réaction des matériaux d'aménagement, de décoration et des équipements de protection contre l'incendie à l'énergie calorifique cédée par les faisceaux lumineux.
- Aucun rayon direct ou réfléchi ne doit être admis dans la zone de sécurité définie par le volume situé sous un plan horizontal distant de 2,60 mètres du sol ou du point le plus élevé accessible au

public et délimitée latéralement par une bande interdite de 1,50 mètre de large,

- Un dispositif d'arrêt d'urgence du ou des lasers doit être installé à proximité du tableau électrique de commande,

- Des caches doivent être mis en place autour des dispositifs de déviation optique afin d'interdire tout rayon en dehors de la zone de balayage autorisée.

Toute installation de laser doit faire l'objet d'une déclaration adressée à l'organisateur au moins 30 jours avant l'ouverture de la manifestation.

Cette demande, rédigée sur papier libre, doit être accompagnée d'une notice technique de l'appareil, d'un plan d'implantation de l'appareil sur le stand et d'un document établi et signé par l'installateur certifiant la conformité aux présentes dispositions. Aucun appareil de ce type ne pourra être mis en service si la demande d'autorisation n'a pas été effectuée en temps utile.

## 10. Moyens de secours

Les moyens de secours doivent rester visibles en permanence. L'accès aux différents moyens de secours (bouches et poteaux d'incendie, robinets d'incendie armés, postes téléphoniques, extincteurs, commande de trappes d'évacuation des fumées, etc.) doit être constamment dégagé.

Sur les stands qui sont équipés d'un robinet d'incendie armé, un passage d'un mètre au droit de l'appareil doit être laissé libre de tout matériel jusqu'à l'allée de circulation du public. La présence de panneaux ou tissus pour masquer l'appareil est absolument interdit.

**11. Consignes d'exploitation**

Il est interdit de constituer dans les surfaces d'exposition, dans les stands et dans les dégagements, des dépôts de caisses, de bois, de paille, de carton, etc.

Un nettoyage régulier (quotidien) doit débarrasser les locaux des poussières et des déchets de toutes natures. Tous les déchets et les débris provenant du nettoyage et du balayage doivent être enlevés chaque jour, avant l'heure d'ouverture au public, et transportés hors de l'établissement.

AUTRES PRODUITS QUE SOLS				SOLS		
CLASSES SELON NF EN 13501-1			EXIGENCE	CLASSES SELON NF EN 13501-1		EXIGENCE
A1	-	-	Imcom - bustible	A1 <sub>fl</sub>	-	Imcom - bustible
A2	s1	d0	M0	A2 <sub>fl</sub>	s1	M0
A2	s1	d1	M1	A2 <sub>fl</sub>	s2	M3
A2	s2	d0		B <sub>fl</sub>	s1	
B	s1 s2 s3	d0 d1		C <sub>fl</sub>	s2	
C	s1 s2 s3	d0 d1	M2	B <sub>fl</sub>	s1 s2	M4
D	s1 s2 s3	d0 d1	M3 M4 (non gouttant)	<b>s : fumées ; d : débris enflammés.</b> <b>Les classes admissibles sont définies par une combinaison de niveaux de performance lorsqu'il est fait appel à des classification(s) supplémentaires(s)</b>		
Toutes classes autres que E-d2 et F			M4			

**12. Accessibilité des personnes à mobilité réduite**

- Loi n° 75534 du 30 juin 1975 modifiée,
- Loi n° 91663 du 13 juillet 1991,
- Décret n° 9486 du 26 juin 1994 modifié,
- Décret n° 950260 du 8 mars 1995,
- Guide technique pour l'application des textes.

Les stands disposant d'un plancher d'une hauteur de 20 mm doivent être aménagés de manière à faciliter l'accès des handicapés.

(1) Ou rendus tels par ignifugation

(2) Au sens de la norme NFC 20-030





## **NOTE D'INFORMATIONS**

### **Règles de sécurité applicables aux structures provisoires et démontables**

Cette note vise à rappeler les règles de sécurité applicables aux structures provisoires et démontables (SPD) installées dans les établissements recevant du public, conformément à l'arrêté du 25 juillet 2022 modifié. Elle précise les obligations réglementaires en matière de conception, de vérification et de contrôle, en fonction du type et de la catégorie des structures concernées. Les chargés de sécurité sont les garants de la bonne application de ces dispositions auprès des organisateurs et exposants.



## 1. Rappel des arrêtés concernés

Les sites opérés par Viparis répondent aux réglementations applicables aux Etablissements Recevant du Public (ERP) et notamment l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

### **Arrêté modificatif du 25 juin 1980 propre aux ERP**

*Section créée par arrêté du 30 octobre 2023*

#### **Structures provisoires et démontables \***

\* GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables

Les structures provisoires et démontables installées dans les établissements recevant du public sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables, sans préjudice des dispositions prévues par le présent règlement.

→ [Arrêté du 25 juin 1980](#)

→ [Arrêté du 30 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public \(ERP\)](#)

### **Arrêté du 25 juillet 2022 modifié**

Les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables sont fixées par l'arrêté du 25 juillet 2022 modifié (dernier modificatif en date du 13 mai 2025).

→ [Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontable](#)

→ [Arrêté du 13 mai 2025 modifiant l'arrêté du 25 juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables](#)

L'ensemble des Cahiers des Charges Sécurité des sites VIPARIS font référence à cet arrêté.

Nous vous proposons ici d'éclaircir l'application de cet arrêté, dont les chargés de sécurité sont garants de l'application auprès des organisateurs.

## 2. Définition d'une Structure Provisoire et démontable (SPD)

Il s'agit d'une structure provisoire liée à une manifestation à caractère événementiel, sportif, culturel, commercial ou touristique, constituée d'une ossature conçue pour pouvoir être montée et démontée de façon répétitive en vue d'utilisations temporaires (article 2).

Un ensemble démontable comprend :

- Les ossatures destinées à supporter des personnes (OP),
- Les ossatures d'équipements scéniques (OS) qui, dans le cadre d'un usage normal, ne sont pas destinées à supporter des personnes.

Les structures ci-dessous ne sont pas concernées par cette réglementation :

- Les tribunes monoblocs inférieures à 1 mètre de hauteur ;
- Les CTS et ensembles démontables identifiés dans le registre de sécurité du CTS ;
- L'ossature des structures gonflables, les attractions et manèges et aires de jeux ;
- A tout autre installation après avis de la commission de sécurité compétente instituée par décret n° 95-260 du 8 mars 1995.

Il existe 4 familles de structures provisoires et démontables :



Tribunes et gradins démontables



Scènes, podiums et scènes couvertes



Poutres (truss) et grils techniques



Échafaudages, passerelles et tours régies

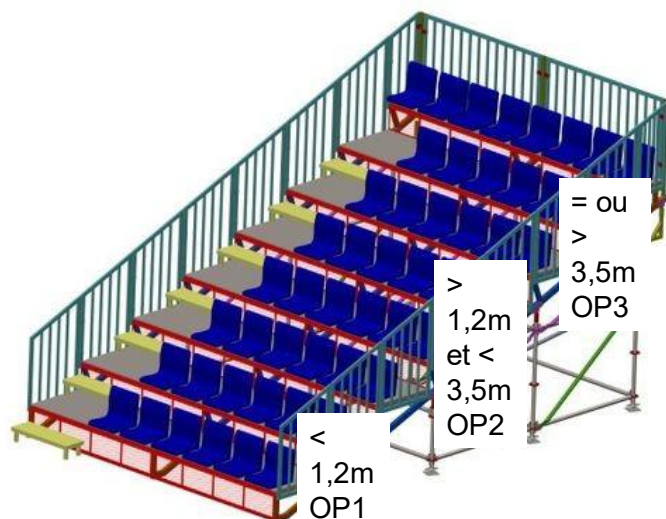


### 3. Catégorisation des ensembles démontables

#### 1. Les ossatures destinées à supporter des personnes (OP)

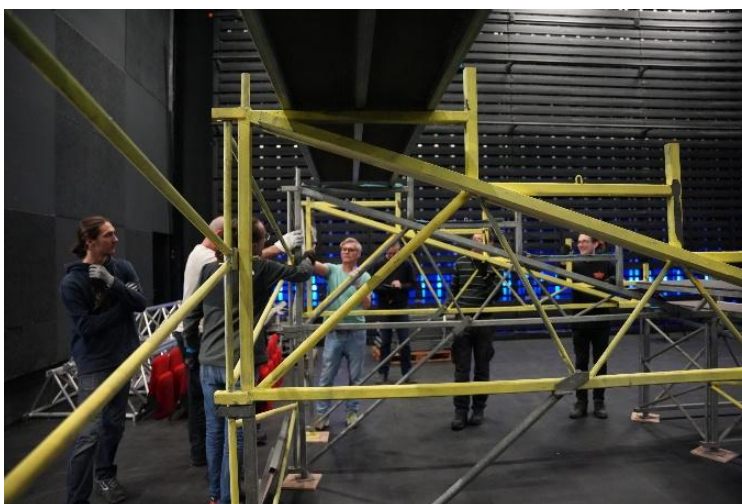
Catégorie	Dénomination	Avis sur dossier technique (conception)	Vérificateur	Type de Vérifications (Art 38)
OP1	Tribunes, scènes, plateformes, escaliers et rampes dont la hauteur de chute est inférieure à 1,20 mètre, Passerelles d'une portée maximale de 3 mètres dont la hauteur de chute est inférieure à 1,20 mètre.	NON	Technicien Compétent	Attestation de bon montage Annexe V
OP2	Tribunes, tours, escaliers et rampes : Hauteur comprise entre 1,20m et 3,50m, Scène et plateformes : Hauteur comprise entre 1,20m et 2,00m, Passerelles d'une portée maximale de 3 mètres : Hauteur comprise entre 1,20m et 3,50m,	OUI	Technicien Compétent	Si inférieure à 300p. ou 500m <sup>2</sup> : Vérification par un technicien compétent Annexe VI Si supérieure à 300p. ou 500m <sup>2</sup> : Organisme agréé Annexe VI
OP3	Tribunes, tours, escaliers et rampes : Hauteur supérieure ou égale à 3,50m, Scènes et plateformes : Hauteur supérieure ou égale à 2 mètres, Passerelles d'une portée supérieure à 3 mètres ou dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 3,50 mètres, calage compris.	OUI	Organisme Accrédité ou Agréé	Organisme accrédité Annexe VI

## Classification des OP / hauteur de chute



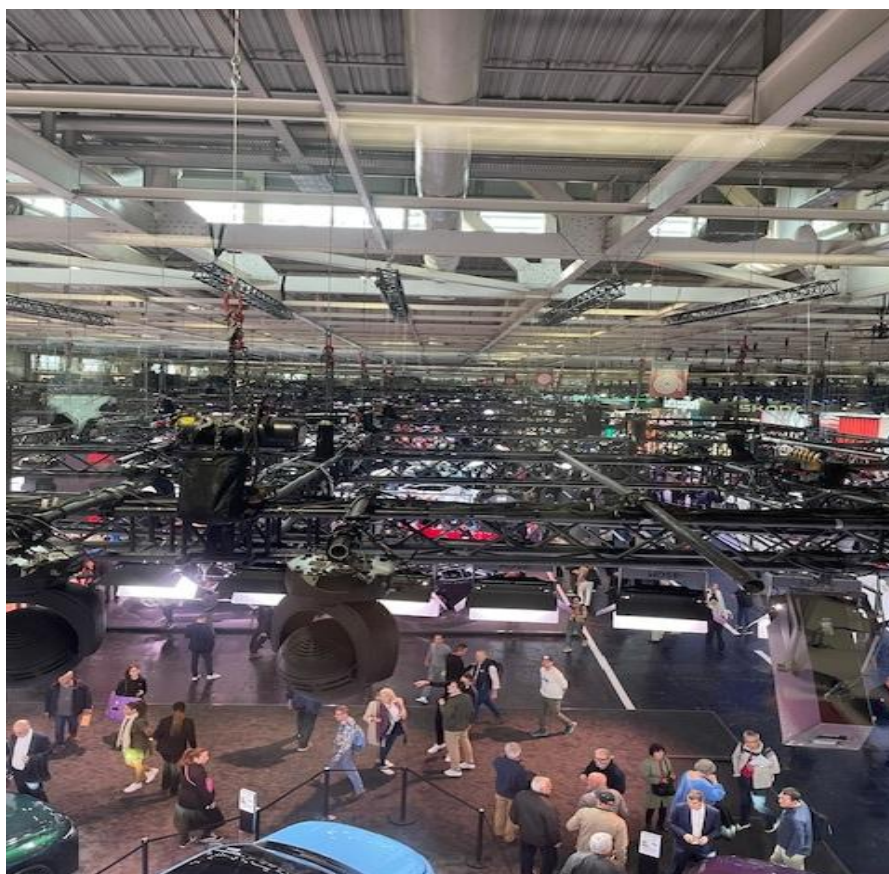
Organisme agréé

Technicien compétent  
ou installateur



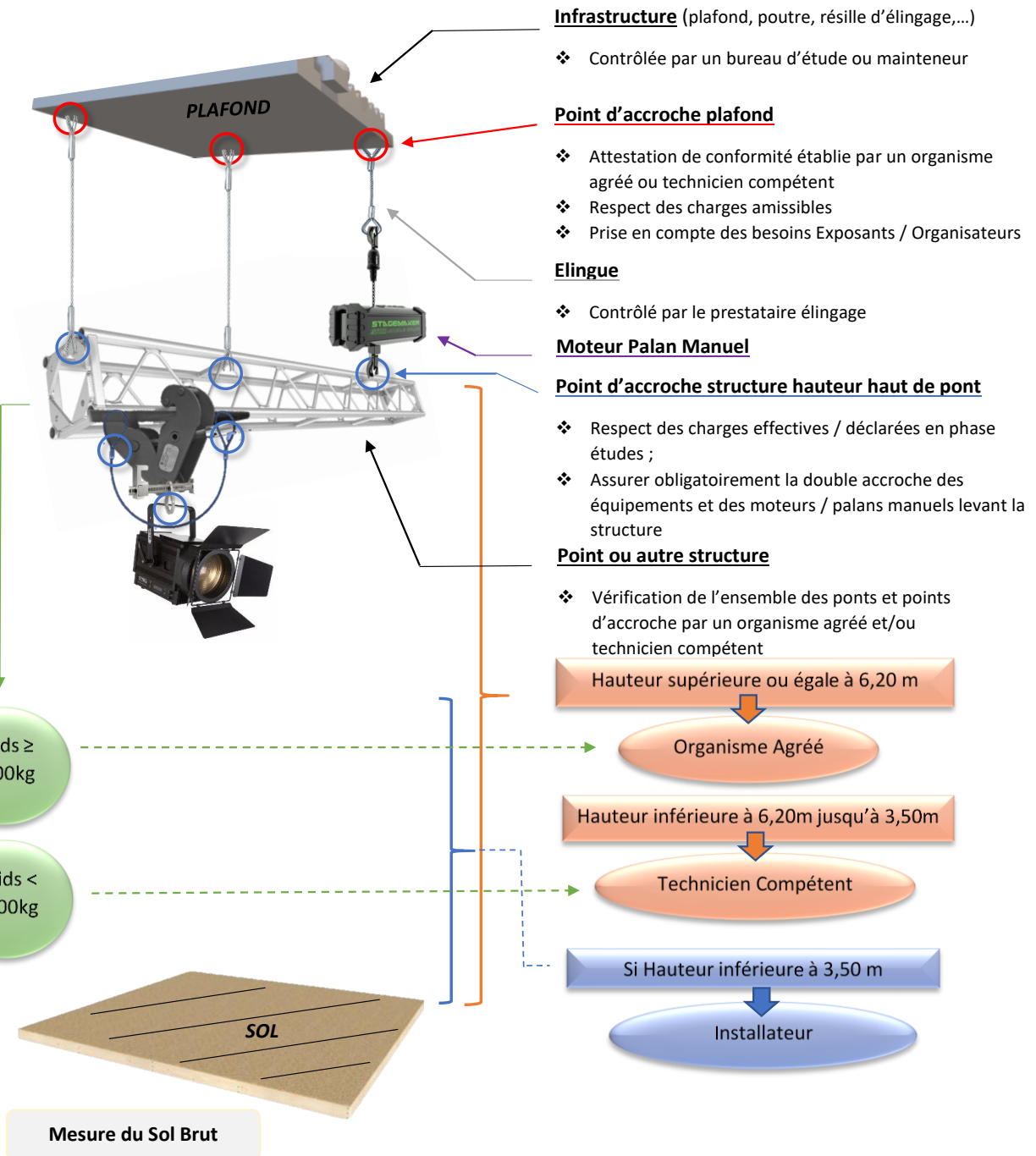


## 2. Les ossatures d'équipements scéniques (OS)



Catégorie	Dénomination	Avis sur dossier technique (conception)	Vérificateur	Type de Vérifications (Art 38)
OS1	Ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est inférieur à 3,50 mètres, calage compris.	NON	Technicien Compétent*	Attestation de bon montage Annexe V
OS2	Ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est égal ou supérieur à 3,50 mètres et inférieur à 6,20 mètres, calage compris.	OUI	Technicien Compétent*	Vérification par un technicien compétent Annexe VI
OS3	Ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est égal ou supérieur à 6,20 mètres, calage compris.	OUI	Organisme Accrédité ou Agréé	Organisme agréé Annexe VI

## SCHEMA DE PRINCIPE GENERAL





## **4. Liste des SPD à faire vérifier**

Nous vous proposons ici une liste des installations les plus fréquentes sur nos sites que les organisateurs et/ou les exposants doivent faire vérifier. Cette liste n'est pas exhaustive.

- Scènes ;
- Podiums ;
- Ecrans leds suspendus ;
- Affichage sur structure type « prolyte » ;
- Toutes structures suspendues à plus de 3,5m ;
- Toutes structures autoportées de plus de 3,5m ;
- Structures échafaudages intérieures ou extérieures ;
- Tribunes et gradins ;
- Plateformes caméra ;
- Ponts.

## **5. Technicien compétent**

Conformément à l'article 43§2, le technicien compétent chargé de la vérification du montage et de l'inspection en exploitation d'un ensemble démontable doit disposer des compétences nécessaires acquises lors d'une formation adaptée. Le certificat de compétence pour la vérification et l'inspection des ensembles démontables est présumé satisfaire à cette exigence de compétence. Les organismes de formation sont validés par le SYNPASE.

## **6. Contrôle de conception**

Conformément à l'article 37 de l'arrêté, avant leur première implantation, les ensembles démontables de catégories OP2, OP3, OS2 et OS3 font l'objet d'un contrôle de conception soit par un organisme agréé par le ministère en charge de la construction sur les articles A1 et D de la nomenclature, soit par un organisme accrédité pour le contrôle de la conception des ensembles démontables.

Ce contrôle est également requis en cas de modifications affectant la conception d'origine de ces ensembles démontables.

L'organisme agréé ou accrédité établit un rapport conclusif relatif à la solidité et à la stabilité de l'ensemble démontable dont le contenu est précisé à l'annexe III de l'Arrêté du 25 juillet 2022 et qui prend la forme :

- d'un avis sur modèle type lorsque l'ensemble démontable est conçu pour plusieurs configurations d'assemblage répertoriées dans la notice technique du fabricant ;
- d'un avis sur dossier technique lorsqu'il n'existe pas d'avis sur modèle ou lorsque l'avis sur modèle ne prend pas en compte la configuration utilisée ;

Le contenu du dossier permettant à l'organisme de l'établir est précisé à l'annexe II de l'Arrêté du 25 juillet 2022. Les ensembles démontables de catégories OP1 et OS1 font l'objet d'une déclaration du fabricant attestant du respect des dispositions relatives à la solidité et à la stabilité du présent arrêté.

